

REVENUS Les retraités et les touristes attirent les emplois

La vraie richesse des régions dévoilée

Connaissons-nous bien la géographie économique de notre pays ? Pas sûr. Dans un livre intitulé *La République et ses territoires* (1), Laurent Davezies, spécialiste du développement territorial, l'éclaire sous un nouveau jour.

En général, on mesure la prospérité d'un territoire à l'aune des biens et des services qu'il produit. Plus il regroupe de bureaux, d'usines, de sites de production, d'emplois, de matière grise, plus il est riche. On compare ainsi le PIB par habitant des grandes Régions. L'Île-de-France apparaît de loin comme la Région la plus prospère, suivie par Rhône-Alpes ou Provence-Alpes-Côte d'Azur. Et l'écart entre Régions riches et pauvres a tendance à se creuser.

Longtemps, cette prospérité économique du territoire s'est traduite en espèces sonnantes et trébuchantes pour ses habitants. Mais aujourd'hui, ce n'est plus toujours le cas. « Ce n'est plus parce qu'un territoire crée des richesses, que ses habitants en profitent », prévient Laurent Davezies. L'exemple le plus frappant est l'Île-de-France. Elle reste la locomotive de la croissance française et pourtant c'est l'une des Régions où le revenu par habitant progresse le moins et où le nombre de RMistes augmente le plus.

Travailler plus, gagner moins

En 1976, cette Région produisait 27 % du PIB national et ses habitants disposaient de 15 % du revenu des Français. Aujourd'hui, elle produit 29 % du PIB mais ne touche que 22 % du revenu des ménages. « En langage d'aujourd'hui, sourit Laurent Davezies, elle gagne moins en travaillant plus ! » La situation la plus paradoxale est celle de la Seine-Saint-Denis, le « 9-3 » : c'est l'un des départements qui distribue le plus de salaires mais où son revenu par habitant est l'un des plus bas.

L'Île-de-France est loin d'être un cas isolé. La carte publiée par le géographe montre que la France n'a rien d'un pays où les métropoles économiques capteraient la richesse et la hausse de revenu. Les départements où le revenu par tête progresse le plus vite – com-

me dans le Languedoc-Roussillon – sont loin d'être tous des locomotives économiques.

Car le revenu des ménages dépend de beaucoup d'autres facteurs que de la production. C'est ce que Laurent Davezies appelle « la circulation invisible des richesses ». Reprenant l'exemple de la Seine-Saint-Denis, il relève que beaucoup de gens qui y travaillent vivent ailleurs. Les revenus qui viennent de la production dans ce département sont donc finalement comptabilisés dans un autre. Et c'est de plus en plus le cas en Île-de-France. Ses habitants quittent souvent la Région pour le week-end et les vacances. Ils la désertent

à l'âge de la retraite. Le PIB produit par les Régions riches alimente aussi les budgets publics et sociaux. Et via les différentes aides et revenus sociaux, une Région comme l'Île-de-France transfère à d'autres près de 10 % de son PIB. La France n'est pas un cas isolé. Le même phénomène s'observe pour la région londonienne, de Madrid ou la Lombardie.

De plus en plus en France, les offres de travail semblent suivre les touristes et les retraités dans leur nouveau « territoire de résidence » et de « consommation ». C'est dans ces zones résidentielles prisées que l'emploi salarié privé se développe le plus rapide-

ment. Les emplois mobilisés pour produire des biens ou services destinés à être exportés – le plus souvent localisés près des grandes métropoles – ne représentent qu'un quart à un tiers du total. Le reste, ce sont des emplois qui répondent aux besoins de consommation ou de proximité ou encore les emplois publics ou parapublics (services publics, santé...). Ils ont l'avantage, en outre, de n'être guère délocalisables. À ce titre, les métropoles économiques, qui tirent pourtant la richesse globale du pays, paraissent plus vulnérables.

Nouvelles inégalités

Au final, la carte de France que nous montre Laurent Davezies est celle d'un pays où les inégalités de revenus d'une Région à l'autre ont été pratiquement gommées. Les Régions « wagons » sont finalement aussi bien loties que les Régions « locomotives ». Les grands gagnants sont les départements qui arrivent à la fois à garder de l'activité économique productive et à attirer touristes et retraités, comme ceux de l'ouest de la France.

Ce nivellement régional n'est pas un gage de suppression des inégalités. Au contraire. Celles-ci redoublent au sein des agglomérations. « Il y a une convergence entre l'Île-de-France et l'Auvergne, mais un fossé se creuse entre Montfermeil et Neuilly », résume le géographe. Il constate aussi que c'est dans les grandes métropoles économiques que la pauvreté augmente le plus, alors que, dans les départements résidentiels, où se développe un emploi de proximité peu qualifié, elle a tendance à régresser. Enfin, constate l'auteur, à travail égal, on ne gagne guère plus en Île-de-France ou dans les grandes villes qu'ailleurs, même si le coût de la vie y est plus élevé. « Dans le registre du développement humain et de la cohésion sociale, c'est à l'intérieur de nos métropoles que les situations se dégradent de la façon la plus inquiétante », conclut Laurent Davezies. C'est pourtant sur elles que repose de plus en plus la croissance.

SOPHIE FAY

► Progression du revenu des ménages entre 1990 et 2004 (en euros constants)

Moyenne France : 28 %

6 à 20 %
20 à 25 %
25 à 30 %
30 à 35 %
35 à 40 %
40 à 74 %

Source : Direction générale des impôts-Laurent Davezies

Économiser 15 000 euros en vivant à Lyon

Si un salarié est mieux payé en moyenne en région parisienne qu'ailleurs, c'est essentiellement parce qu'il y a plus d'emplois qualifiés. Mais à poste égal, les salaires d'une région à l'autre varient peu, selon l'Insee. L'écart se limiterait à 10 % entre le Centre et l'Île-de-France. Pourtant le coût de la vie n'est

pas le même. En vivant à Lyon – qui n'est pas une ville bon marché – plutôt qu'à Paris, une famille de cadres de quatre personnes économise 15 000 euros par an. Il est toutefois difficile de comparer les niveaux de vie réels à travers la France, car l'Insee ne produit plus d'indices des prix localisés.

► Les dépenses mensuelles d'une famille de 4 personnes à Paris et à Lyon

	Postes budgétaires	Famille parisienne (en euros/mois)	Famille lyonnaise (en euros/mois)
Loyer (100 m ²) + Assurance		2 006	1 031
Alimentation		465	503
Transports en commun		101	90
Garde d'enfant		700	500
Ménage (15 h/semaine)		188	180
Habillement		311	304
Sorties et loisirs		493	402
Hygiène, beauté, santé		177	147
TOTAL		4 441	3 157

Soit une économie de 15 401 euros par an pour la famille lyonnaise. Source : Adenif/Ernst & Young

(1) Le Seuil, « La République des idées » ; en librairie le 10 janvier.



Leux redistributeur des Franciliens. Un quart des Parisiens quittent la capitale à la retraite. Les dépenses touristiques des habitants de l'Île-de-France en dehors de leur région s'élèvent à 8 milliards d'euros par an. La région perd l'équivalent d'une ville comme Strasbourg ou Nantes.

Les grandes villes de moins en moins dynamiques. Entre 1993 et 2001, l'emploi salarié privé a progressé deux fois moins vite dans les quatre premières aires urbaines (Paris, Lyon, Marseille-Aix, Lille) que dans les douze suivantes (14% contre 23%).



La dissociation résidence-emploi de travail. La distance moyenne domicile-travail est passée de 6 à 12 kilomètres. Le revenu de nombreuses villes dépend donc, de plus en plus, d'emplois situés ailleurs : c'est le cas des frontalières comme Annemasse ou Bâle, mais aussi des villes comme Senlis, Boulogne, Villefranche-sur-Saône ou Istres.

Les étonnants secrets du dynamisme vendéen

C'est en Vendée que l'emploi salarié privé s'est le plus développé ces cinq dernières années.

Nantes

C'EST le département le plus dynamique de France pour la création d'emplois privés et, comme ses voisins de l'arc Atlantique, ses habitants voient leur revenu progresser plus vite que la moyenne française. Quelle est sa recette de la Vendée ? Elle réussit en fait à attirer autant les créateurs d'entreprise que les nouveaux retraités désireux de quitter une grande ville pour profiter des attraits de son littoral.

Dans ce département des Pays de la Loire où l'agriculture conserve une large place, l'industrie locale est le moteur de l'économie. Elle s'est forgée de façon spectaculaire au cours des trente dernières années et ses grands groupes, de Bénéteau à Cougnaud, Arrivé ou Fléry Michon sont d'origine familiale.

« Les clés de l'économie vendéenne reposent sur un schéma particulier avec des entreprises de proximité à capitaux familiaux, un attachement au territoire et à ses habitants, un respect des valeurs sociales », explique un responsable du comité d'expansion économique qui a mis sur pied les « Vendéopôles », des zones d'activité situées auprès des grands axes routiers. Elles accueillent 160 entreprises (6 000 emplois). Parmi elles, Louis Vuitton qui a implanté une usine près des Essarts.

2 500 entreprises créées

La Vendée affiche ainsi un des taux de chômage les plus faibles de France (6,6 %) et une pension rare à générer des entreprises. Entre 1996 et 2006, il s'est créé en moyenne plus de 2 500 nouveaux établissements sur l'ensemble du département, qui compte une entreprise pour seize habitants. Au cours des dix dernières années, 41 500 emplois

supplémentaires ont été créés notamment dans les services, soit une progression de 35,2 % de l'emploi total.

Les salaires ont toutefois été longtemps à la traîne par rapport à ceux de Loire-Atlantique. La Vendée n'avait qu'une faible proportion de cols blancs, mais aussi de fonctionnaires, Nantes étant la place forte du tertiaire dans l'Ouest. Mais les choses bougent et le niveau s'élève. Le département se caractérise aussi par une forte proportion de propriétaires, et pas seulement de résidences secondaires : les usines sont à la campagne, et les ouvriers qui vivent dans les bourgs possèdent souvent leur propre maison.

Dans ce département où la solidarité a toujours été forte, on utilise depuis longtemps la stratégie des réseaux au sein de différentes filières, notamment celle du meuble, pour être plus compétitif et en cas de licenciements pouvoir recaser les personnels dans des entreprises voisines.

Deuxième département pour l'accueil des touristes après le Var, la Vendée reçoit de plus en plus de nouveaux arrivants qui s'installent sur sa côte.

Plus de retraités qu'à Menton

Les stations balnéaires vivent désormais toute l'année grâce à ces résidents qu'ils soient retraités ou non. Leurs revenus génèrent de l'activité tant dans le commerce, les services que dans le bâtiment et offrent des perspectives de développement pour les petites villes. Les retraités dont la résidence secondaire est devenue la principale sont nombreux aux Sables-d'Olonne, passé devant Menton pour sa proportion d'habitants de plus de 60 ans. Le phénomène est similaire à Saint-Gilles-Croix-de-Vie. Ce port de pêche où Bénéteau a implanté son siège social devient une ville en bord de mer : le nombre des résidences principales commence à supplanter celui des résidences secondaires.

DOMINIQUE HERVOUET

► PIB par région et par habitant en 2006 (en euros)

